

ASSOCIATION DU PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres
ASSOCIATION DU PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE
13 Chemin de Savigny
93420 VILLEPINTE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DU PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 9 juin 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Mohamed Bouzdou

Bilan Association

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	70 296	65 952	4 344	5 382
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 162 809		7 162 809	7 162 809
Constructions	6 384 445	513 516	5 870 928	6 130 899
Installations techniques, matériel et outillage	882 938	824 427	58 511	78 628
Autres immobilisations corporelles	1 864 445	1 475 931	388 514	390 095
Immob. en cours / Avances et acomptes	89 037		89 037	14 610
Immobilisations financières				
Prêts	138 471		138 471	125 670
Autres immobilisations financières	6 000		6 000	6 100
Total I	16 598 440	2 879 826	13 718 615	13 914 193
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	19 030		19 030	26 201
Avances et acomptes versés sur commandes	51 629		51 629	11 533
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 247 875	61 039	1 186 836	842 166
Autres créances	97 385		97 385	87 764
Divers				
Disponibilités	3 201 505		3 201 505	3 212 372
Charges constatées d'avance	33 401		33 401	25 663
Total II	4 650 825	61 039	4 589 786	4 205 699
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	21 249 265	2 940 865	18 308 400	18 119 892

Bilan Association

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	148 876	148 876
Dotations non consommables	148 876	148 876
Fonds propres avec droit de reprise	-2 049 566	-1 861 616
Autres fonds propres avec droit de reprise	-2 049 566	-1 861 616
Réserves	3 310 143	3 436 343
Réserves pour projet de l'entité	863 649	989 848
Autres réserves	2 446 495	2 446 495
Report à nouveau	1 067 344	753 554
Excédent ou déficit de l'exercice	973 270	25 897
Situation nette (sous-total)	3 450 067	2 503 053
Subventions d'investissement	10 669 827	11 492 463
Provisions réglementées	352 462	352 462
Total I	14 472 357	14 347 979
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	134 345	90 207
Total II	134 345	90 207
PROVISIONS		
Provisions pour risques	51 221	39 901
Provisions pour charges	27 667	27 667
Total III	78 888	67 569
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	1 454 871	1 500 000
Découverts et concours bancaires	16 190	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 471 061	1 500 000
Emprunts et dettes financières diverses	15	15
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	34 969	28 880
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	649 270	718 156
Dettes fiscales et sociales	1 178 837	1 070 835
Autres dettes	288 658	296 250
Total IV	3 622 811	3 614 137
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	18 308 400	18 119 892

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 102 535	1 931 207
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	7 400 335	6 358 589
<i>Complément de ressources TH & Dons</i>		3 078 221
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	39 968	50 636
Utilisation des fonds dédiés	20 863	22 591
Autres produits	3 308 953	540 598
Total I	12 872 654	11 981 842
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	2 799 165	3 716 465
Impôts, taxes et versements assimilés	303 524	219 526
Salaires et traitements	5 554 294	5 441 294
Charges sociales	2 539 931	2 423 169
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	463 141	175 925
Dotations aux provisions	51 221	
Reports en fonds dédiés	65 000	
Autres charges	54 195	13 033
Total II	11 830 471	11 989 413
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 042 183	-7 571
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	68 913	
Total IV	68 913	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-68 913	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	973 270	-7 571
PRODUITS EXCEPTIONNELS V		33 534
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		67
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		33 467
Total des produits (I+III+V)	12 872 654	12 015 376
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	11 899 384	11 989 480
EXCEDENT OU DEFICIT	973 270	25 897
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	211 804	-287 893

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques	x		
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations		x	
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres	x		
- Provisions réglementées		x	
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance		x	
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		x	
- Honoraires des commissaires aux comptes	x		
- Subventions d'exploitation	x		
- Concours publics et subventions	x		
- Résultat financier		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Analyse du résultat	x		
- Tableau des effectifs		x	
- Rémunération des dirigeants	x		
- Engagements financiers donnés	x		
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite		x	
- CICE		x	
- Contributions volontaires		x	
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Suivi des subventions affectées		x	
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		x	
- Fonds dédiés sur générosité du public	x		
- Compte de résultat par origine et destination		x	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étra		x	

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : DES PAYS DE FRANCE ET DE L'AULNOYE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 18 308 400 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 973 270 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Encadrés par des équipes qualifiées dans des lieux valorisants, nos résidents et travailleurs développent un projet de vie adapté en fonction des compétences de chacun visant à l'insertion progressive dans les structures ordinaires de travail et de vie sociale. Notre importante équipe de travailleurs sociaux, d'éducateurs techniques ou spécialisés et de personnels paramédicaux accompagne chaque jour plus de 300 travailleurs handicapés pour dispenser une formation aboutie et adaptée garantissant l'épanouissement du travailleur et la satisfaction du client.

Nos activités sont réparties sur 6 établissements :

Accueil :

- la SAS à Villepinte
- le foyer d'hébergement à SEVRAN
- le foyer d'hébergement à Villepinte
- Le dispositif des appartements diffus (SAVS)

Lieux de travail :

- L'ESAT du Blanc-Mesnil
- L'ESAT de Villepinte

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions

- du règlement n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- et du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 2 à 10 ans
- * Mobilier : 2 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Acquisition des bâtiments et terrains afférant :

Le 19 décembre 2023, l'APFA a acquis les bâtiments et les terrains afférents qui étaient jusqu'alors loués auprès du SEAPFA pour un montant de 2 000 000 €. Selon l'acte de vente de ces biens, ils sont estimés à la valeur vénale du marché de l'immobilier à date à 13 000 000 €. Il existe donc un écart de 11 000 000 €.

La répartition de la valeur de 13 000 000 € entre la valeur du terrain et des bâtiments découle d'une estimation de l'Etude Notariale en charge de la rédaction de l'acte de vente.

- Décomposition des 13 000 000 € :

- 7 030 731 € relatif au terrain selon l'étude Notariale,

- 5 969 269 € relatif aux bâtiments par différence.

L'attente du principal financeur est que dans chaque ESMS la quote part des biens que ceux-ci utilisent soient constatées sur la base de 2 000 000 €. Un montant d'amortissement est également constaté au sein de chaque ESMS selon cette base.

L'écart de 11 000 000 € est constaté au sein de la gestion propre aux postes immobilisations (terrain et bâtiment). La contrepartie de cette inscription en immobilisations est une subvention d'investissement amortissable sur la durée des bâtiments pour la quote part relative à leur valeur et sur 10 ans pour la quote part relative à la valeur du terrain. Cet écart de 11 000 000 € représentatif de la valeur vénale des immobilisations est amorti pour la partie des bâtiments sur la même durée que la valeur de 2 000 000 €.

En matière de financement, la subvention d'investissement accordée par les services du Conseil Départemental est affectée aux établissements autorisés par leurs soins.

Un emprunt de 1500 000€ a été souscrit. Celui-ci est réparti au sein des ESMS selon les valeurs d'acquisition des bâtiments et leur affectation.

Ainsi, une quote part de l'emprunt 345 903 € est affectée aux ESMS du Conseil Départemental. Le solde de l'emprunt soit 1 154 097 € sera affecté aux ESMS de l'ARS.

Par ailleurs, il existe un engagement de l'Association en cas de revente de toute ou partie de l'emprise au cours des dix prochaines années. L'Association serait redevable d'un complément de prix envers le vendeur, égale à 100% de la différence entre le produit de la revente et le prix de revient affiché dans ses comptes, ce dont l'acquéreur devra justifier. Les parties ajoutent notamment qu'en cas de reventes fractionnées et successives à l'intérieur d'un délai de 10 ans le calcul du complément de prix se fera au prorata des surfaces de terrains cédées,

CPOM

En date du 16/12/2021, l'Association a signé un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour la période 2022-2026 avec l'ARS et le Conseil Départemental du 93.

Ce CPOM fixe les règles d'affectation des résultats et d'un dialogue de gestion à travers un comité de suivi. Ces affectations de résultats et le dialogue de gestion peuvent avoir des conséquences économiques sur le montant des financements annuels.

- Affectation des résultats (Article 4.2) :

Le principe est une libre affectation des résultats.

Il convient de rappeler que la constitution de dotations aux provisions pour risques et charges doit rester sincère pour ne pas obérer le résultat.

Toutefois, d'une part, un seuil de résultat de 5% de la base reductible est déterminé afin que les autorités de tarification puissent échanger avec l'organisme gestionnaire sur l'affectation de résultat.

En dessous de ce seuil, aucun échange préalable ne sera nécessaire sur l'affectation des résultats avec l'autorité de tarification.

L'organisme gestionnaire justifie ses choix dans le rapport annuel d'étape, dans l'ERRD et lors des comités de suivi prévus à l'article 5.1 du présent contrat.

Faits caractéristiques

Au-delà de ce seuil, l'organisme gestionnaire proposera une affectation des résultats à l'autorité de tarification qui pourra émettre un avis préalable.

D'autre part, la libre affectation des résultats doit également respecter des principes d'affectations "prioritaires" définis par le code de l'action sociale et des familles (CASF) et en accord avec les orientations de l'autorité de tarification :

Compensation des déficits : Affectation dans la limite d'un plafond de 5% de la base reductible

Financement des investissements : Affectation non prioritaire qui doit permettre de limiter le recours à l'emprunt

Compensation des charges d'amortissement : Affectation à privilégier dans le cadre d'un projet d'investissement car cela permet une atténuation significative des charges de fonctionnement

Réserve de trésorerie : Affectation non prioritaire devant s'apprécier au regard de la situation de trésorerie consolidée de l'association correspondant au périmètre du CPOM

Report à nouveau excédentaire : Financement des mesures en N+1 n'augmentant pas les charges pérennes : il est attendu une précision des mesures envisagées et doit être priorisé pour le financement des objectifs du CPOM si nécessaire, le renforcement en vue de l'accueil de situations critiques et l'accueil de PAG.

L'APFA pourra présenter des affectations différentes de celles précédemment citées qui devront être justifiées dans le rapport budgétaire et financier annexé à l'ERRD.

La couverture des déficits reste de la responsabilité du gestionnaire.

Conformément aux articles R314-52 et R314-26 du CASF, "l'autorité de tarification peut rejeter les dépenses qui sont manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de tarification du tarif, et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement ou du service. L'autorité de tarification tient compte de ce rejet dans la fixation du tarif de l'exercice sur lequel il est constaté ou de l'exercice qui suit".

Les résultats antérieurs à l'entrée en CPOM et qui n'auraient pas fait l'objet d'une affectation sont affectés conformément aux règles en vigueur lors des exercices, soit une affectation par l'autorité de tarification après une éventuelle réformation du résultat.

La fongibilité des résultats s'effectue uniquement dans le périmètre de compétence de chaque autorité de tarification, sauf lorsqu'elle est expressément prévue entre les autorités de tarification dans un périmètre déterminé. Il en est de même pour l'utilisation des réserves ou provisions disponibles.

- Comité de suivi du CPOM

Le suivi du présent contrat est assuré par un comité composé de représentants de chacune des parties. Celui-ci se réunira deux fois dans la durée du contrat. Ces réunions seront organisées sur les deuxième et quatrième exercices du présent contrat.

Ces comités de suivi auront pour objet, notamment, les sujets suivants :

-La réalisation ou non des objectifs, les difficultés rencontrées ou envisagées pour leur réalisation. La révision ou l'ajout/suppression d'objectifs peut être également évoqués :

-Un retour sur les états réalisés des recettes et dépenses, les résultats des exercices et sur la politique d'affectation ;

-Un point sur la soutenabilité de la situation financière notamment en cas d'observations émises par l'autorité de tarification ou de demande d'un relevé infra-annuel ;

-Un retour sur la démarche qualité et notamment un point particulier sur les échéances à venir ou échues concernant les évaluations internes et externes ;

Concernant la réunion ayant lieu lors du quatrième exercice du contrat, un point sur le bilan et la préparation de la renégociation du contrat sera effectué

D'autres sujets pourront être intégrés à ces réunions suite à la demande d'une des parties.

Enfin, à la demande de l'une des parties, le comité pourra être réuni exceptionnellement en sus des deux comités de suivi évoqués notamment au regard de l'analyse du rapport annuel d'étape (RAE).

Le département 93 pourrait impacter négativement la dotation globale de financement en cas de non réalisation de certains objectifs, notamment ceux liés à l'activité (Cf. Annexe 2 du CPOM).

Faits caractéristiques

- Application anticipé du règlement ANC n°2022-06

Le règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, est applicable de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Comme le prévoit ce règlement, l'association a fait le choix d'appliquer ces nouvelles dispositions par anticipation dès l'exercice 2024 afin de donner une meilleure lecture de ses états financiers et notamment en ce qui concerne le positionnement des quotes-parts de subventions d'investissements qui figurent selon le nouveau règlement en produits d'exploitation au lieu antérieurement des produits exceptionnels.

Autres éléments significatifs

FONDS DEDIES RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS 2020 REPORTES EN 2021/2022

En réponse au Plan de Rebond Départemental , aux recommandations des ARS et à la volonté d'amélioration du cadre de vie des usagers, la gouvernance de l'Association avait prévu de réaliser des investissements en 2020 portant sur :

- un serveur informatique,
- du matériel informatique ;
- la rénovation de locaux.

En raison de la crise sanitaire ces investissements avaient reportés en 2021. Pour financer ces investissements un fonds dédié à hauteur de 141 705 € avait été constaté en 2020. A la clôture des comptes au 31/12/2021, le fonds dédié a été utilisé à hauteur de 118.036 €. Le solde a été utilisé en 2022.

Ces fonds dédiés n'ont pas fait de mention de la part de l'autorité de tarification dans son rapport d'analyse des comptes 2020.

EVALUATION EXTERNE :

Durant l'exercice 2024, une évaluation externe a été effectuée sur les 2 ESAT. Suite à cette évaluation, les 2 ESAT ont vu leur habilitations de fonctionnement reconduites pour 15 ans.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	88 207	4 215	22 122	70 296
Immobilisations incorporelles	88 207	4 215	22 122	70 296
- Terrains	7 162 809			7 162 809
- Constructions sur sol propre	6 122 720			6 122 720
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	241 507	22 443	2 221	261 724
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	875 003	20 207	12 272	882 938
- Installations générales, agencements aménagements divers	437 209	21 366		458 575
- Matériel de transport	618 391	71 463	127 530	562 324
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	838 457	14 420	9 331	843 547
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	14 610	74 426		89 037
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	16 310 706	224 325	151 354	16 383 673
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	131 770	12 801	100	144 471
Immobilisations financières	131 770	12 801	100	144 471
ACTIF IMMOBILISE	16 530 683	241 341	173 576	16 598 440

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	82 825	5 255	22 129	65 952
Immobilisations incorporelles	82 825	5 255	22 129	65 952
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	47 738	273 998		321 735
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	185 590	8 416	2 226	191 781
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	796 375	38 768	10 717	824 427
- Installations générales, agencements aménagements divers	349 994	22 397		372 261
- Matériel de transport	537 236	19 888	127 530	429 594
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	616 731	66 676	9 332	674 075
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 533 665	430 143	149 805	2 813 874
ACTIF IMMOBILISE	2 616 490	435 398	171 934	2 879 826

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 523 132 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	138 471		138 471
Autres	6 000		6 000
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 247 875	1 247 875	
Autres	97 385	97 385	
Charges constatées d'avance	33 401	33 401	
Total	1 523 132	1 378 661	144 471
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Dpaph : factures en attente	1 781
Produits a recevoir	31 194
Total	32 975

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	34 792	26 314	67	61 039
Total	34 792	26 314	67	61 039
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		26 314	67	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	148 876				148 876
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	2 459 181				2 459 181
Réserves des activités sociales	977 161	-177 878	127 302	75 623	850 962
RAN hors activités sociales	753 554	313 790			1 067 344
RAN des activités sociales	-1 861 616	-110 015	195 235	273 170	-2 049 566
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	313 790	-313 790	761 466		761 466
Exc.ou Déficit des activités sociales	-287 893	287 893	211 804		211 804
Situation nette	2 503 053		1 295 807	348 793	3 450 067
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 492 463		25 000	847 636	10 669 827
Provisions réglementées	352 462				352 462
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	14 347 979		1 320 807	1 196 429	14 472 357

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	39 901	51 221	39 901		51 221
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	27 667				27 667
Total	67 569	51 221	39 901		78 888
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		51 221	39 901		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 587 841 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 452 516	49 652	222 339	1 180 525
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	15	15		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	649 270	649 270		
Dettes fiscales et sociales	1 178 837	1 178 837		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	288 658	288 658		
Produits constatés d'avance				
Total	3 587 841	2 166 432	222 339	1 180 525
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	47 484			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	218 685
Dettes pour congés payés	410 531
Autres charges à payer	15 798
Charges sur congés payés	199 809
Autres charges à payer	7 248
Rrr & autres avoirs à établir	178 756
Charges à payer	2 325
Total	1 033 151

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	33 401		
Total	33 401		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 15 919 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		3 647 966	2 904 732			6 552 699
Subventions d'exploitation						
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			847 636			847 636
		3 647 966	3 752 368			7 400 335

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		973 270
ESAT Villepinte	29 756	
SAS Villepinte		120 619
Foyer Villepinte		37 109
SAVS Villepinte	15 825	
Esat Blanc Mesnil		85 431
Foyer de sevrans		14 226
Part du résultat sur gestion conventionnée	45 581	257 385
Part du résultat sur gestion libre		761 466

Notes sur le compte de résultat

Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	973 270	25 897
Reprise du résultat antérieur (*)	17 336	36 702
Excédent ou déficit effectif global	990 606	62 599
Dont résultat effectif sous gestion propre	761 466	-251 192
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	229 139	313 790
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération et/ou d'avantage en nature.

La rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants n'est pas mentionnée afin de ne pas donner une information individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
indemnité de départ à la retraite dette actuariel cf le détail ci joint	260 361
hypothèque légale spécial ou privilège sur immeuble à usage résidentiel (capital 1 440 310€+intérêts 714 276€)	2 154 586
Autres engagements donnés	
Total	2 414 947

Engagements relatifs aux Indemnités de fin de carrière :

Les hypothèses mises en oeuvre dans l'évaluation sont directement liées aux comportements sociaux et démographiques de la population étudiée. Elles traduisent les rapports économiques existant entre certains facteurs. Elles se décomposent principalement en variables économiques et en variables démographiques.

Variables Economiques

Taux d'actualisation

Il doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie (Obligations corporate AA). Le taux retenu dans le cadre de cette évaluation correspond au taux IBOXX Corporates AA (Indexco.com). Les paramètres financiers retenus sont les suivants : Taux d'actualisation : 3,35%.

Revalorisation des salaires

La revalorisation des salaires peut être linéaire ou variable. Elle est ainsi représentée sous la forme de tables qui expriment un taux d'évolution de la rémunération par âge. Les tables retenues dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

Non Cadre : Profil 2,50%

Cadre : Profil 2,50%

Charges sociales patronales

Autres informations

Les indemnités de fin de carrières versées aux salariés dans le cadre d'un départ volontaire sont soumises aux charges sociales patronales. Les taux retenus pour cette évaluation sont les suivants:

Non Cadre : 40%

Cadre : 40%

Contribution employeur

Depuis le 1er janvier 2008, l'employeur est redevable d'une contribution sur les indemnités de mise à la retraite versées aux salariés à compter du 1er janvier 2009. Les taux de contribution pris en compte sont les suivants:

Non Cadre : 50%

Cadre : 50%

Les droits conventionnels

L'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective ou de l'accord collectif si ceux-ci sont plus favorables que les indemnités légales.

Les tables retenues par catégories sont les suivantes :

DEPART VOLONTAIRE :

Non Cadre : Ets Services personnes inadaptées handicapées

Cadre : Ets Services personnes inadaptées handicapées

MISE A LA RETRAITE :

Non Cadre : Ets Services personnes inadaptées handicapées

Cadre : Ets Services personnes inadaptées handicapées

Variables Démographiques

Mobilité des actifs: le turnover

Le taux de turnover ou taux de rotation du personnel représente le rapport entre le nombre de salariés ayant quitté l'entreprise et ceux présents.

Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

Non Cadre : 13%

Cadre : Turn-over 2%

La probabilité de survie : La table de mortalité

Cette probabilité est déterminée à partir de tables statistiques de mortalité de la population française. Par exemple, la table INSEE indique le nombre de survivants à chaque âge pour 100 000 individus à la naissance en faisant une distinction par sexe. Les tables retenues par catégorie sont les suivantes :

Non Cadre : INSEE 2024

Cadre : INSEE 2024

Ventilation des départs à la retraite

Les taux retenus sont les suivants :

Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié) : 100 %

Mise à la retraite par l'employeur : 0 %

Âge de départ en retraite

Non Cadre : 65-67 ans

Cadre : 65-67 ans

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de 3,35%, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2024 s'élève à 260.361,48 euros.

Autres informations

Fonds dédiés

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
ESAT SOCIAL BL	41 539	32 950	7 645			25 305	
ESAT SOCAIL VI	68 236	54 916	12 624			42 292	
SAS	3 023	2 340	592			1 748	
FOYER DE SEVR					65 000	65 000	
Sous total	112 798	90 206	20 861		65 000	134 345	
Sous total							
TOTAL	112 798	90 206	20 861		65 000	134 345	